

→ FINANCES LOCALES

# Faire face aux vents mauvais



*Les grandes lignes de la nouvelle étape de la décentralisation qui nous ont été communiquées sont décevantes*

Les communes et leurs communautés bouclent leur préparation budgétaire ; elles procèdent aux derniers arbitrages dans un contexte économique et financier de plus en plus contraint : marges fiscales réduites ; dotations gelées – au mieux – cette année ; baisses importantes annoncées pour 2014 et 2015 : moins un milliard et demi en 2014 et à nouveau un milliard et demi, ce qui fait 3 milliards, en 2015.

Parallèlement, les hausses de charges se multiplient : accès des territoires au haut débit, Grenelle de l'environnement, emplois d'avenir, rénovation thermique,

accessibilité, réforme des rythmes scolaires... Tous ces chantiers vont dans le bon sens et sont indispensables pour notre pays, mais comment y faire face ? Comment le gouvernement peut-il espérer réussir ces réformes sans les communes ? D'autant plus que d'autres mesures financières s'imposent à nous, notamment la future augmentation de la TVA ou les hausses de cotisations à la CNRACL... Le garrot financier se resserre. Confrontés à cette situation, dont nous trouvons

peu de précédent dans son degré de gravité, nous avons demandé au Premier ministre que l'État ouvre au plus vite la négociation sur la mise en œuvre du « Pacte de confiance et de responsabilité » que le président de la République a appelé de ses vœux. Si rien n'est fait rapidement, le risque d'une panne massive de l'investissement des collectivités locales est malheureusement plus que probable. Ce serait un contresens économique incompréhensible alors que le gouvernement affirme son souhait d'une relance de la croissance.

Par ailleurs, les grandes lignes de la nouvelle étape de la décentralisation qui nous ont été communiquées sont décevantes. Au mieux, cette réforme ignore les communes ; au pire, elle est porteuse de contraintes nouvelles. Là où nous espérons une loi décentralisatrice, une loi de liberté, allégeant les tutelles, valorisant les initiatives, nous avons un brouillon administratif où la réglementation l'emporte sur la confiance.

Je ne peux pas douter que la concertation qui s'ouvre permettra au gouvernement d'entendre les maires qui disent leur volonté d'agir pour le bien commun, de répondre aux attentes fortes de nos concitoyens, de moderniser la France dans chacun de ses territoires. Oui, le gouvernement doit nous entendre car ce serait un pari risqué d'affaiblir inconsidérément les communes. À l'évidence, face aux vents mauvais que connaît notre pays, le gouvernement a besoin de la mobilisation des communes et de leurs intercommunalités. Alors, ensemble, nous relèverons les défis.